



# **Contrat pour prestations de mandataires**

**Ingénieur civil**

## **Renouvellement de la gare de Cressier-FR**

Entre

**Transports publics fribourgeois Infrastructure (TPF INFRA) SA**

Route du Vieux-Canal 6

1762 Givisiez

(après « la mandante »)

Et

**Nom du bureau**

(après « le mandataire »)

N° de projet : 907115

Chef de projet de la mandante : Julien Horner

## Table des matières

1	Objet du contrat	4
1.1	Définition du projet	4
1.2	Etendue des prestations du mandataire	4
2	Documents contractuels et ordre de priorité	4
3	Prestations du mandataire	5
3.1	Prestations à réaliser	5
3.2	Phases partielles à réaliser	5
3.3	Phases partielles à réaliser en option	5
4	Rémunération	6
4.1	Type d'honoraires	6
4.2	Montant des honoraires	6
4.3	Frais accessoires	8
4.4	Frais de reproduction	8
4.5	Variation des prix	9
4.6	Degré de précision des informations relatives aux coûts	9
5	Modalités financières	9
5.1	Conditions de paiement	9
5.2	Facturation	9
5.3	Délai de paiement	10
6	Prestations supplémentaires	10
7	Délais et échéances	10
8	Décompte et documentation	11
8.1	Remise de la documentation finale	11
8.2	Remise du décompte final	11
8.3	Documents relatifs aux résultats des travaux	11
9	Pouvoir de représentation	11
10	Assurances	12
10.1	Assurance de base	12
10.2	Assurances complémentaires	12
11	Confidentialité	12
12	Personnes de contact	12
13	Personnes-clés	13
14	Mesures de sécurité et protection sur les chantiers	13
14.1	Généralités	13
14.2	Sécurité de l'exploitation et protection des trains en cas de travaux dans le domaine des voies et des installations électriques	13
14.3	Protection du personnel	13
15	Dérogations aux conditions générales de la SIA	13

15.1	Recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat	13
15.2	Droits d'auteur	14
15.3	Fin anticipée du contrat	14
16	Accords spéciaux	14
17	Dispositions finales	14
17.1	Cession	14
17.2	Modifications du contrat	14
17.3	Autonomie des dispositions du contrat	15
17.4	Droit applicable et for	15
18	Exemplaires et signatures	16

## 1 Objet du contrat

### 1.1 Définition du projet

Le présent contrat porte sur l'adaptation de la gare de Cressier-FR, qui se situe au kilomètre 16.885 de la ligne Fribourg-Morat-Anet, construite au début du 20ème siècle. Les infrastructures ferroviaires de cette gare sont désuètes et ne répondent plus aux exigences actuelles d'exploitation, de sécurité et d'image. Les TPF souhaitent renouveler les infrastructures ferroviaires de cette gare de manière à répondre aux besoins actuels et futurs de l'exploitation et des usagers. Le projet s'inscrit dans la volonté d'améliorer le confort et la sécurité des voyageurs et de se conformer aux exigences de la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand).

### 1.2 Etendue des prestations du mandataire

La mandante charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments :

Le mandataire de l'ingénieur génie civil a pour mission d'assurer les prestations d'ingénieur civil pour l'étude et le suivi de réalisation de l'infrastructure des nouvelles voies, des ouvrages de génie civil et des nouveaux quais ainsi que des aménagements extérieurs de la « place de la gare », et les coordinations avec les services internes des TPF, les autres mandataires spécialistes du projet et les projets connexes. Le projet mené par l'adjudicataire comprend les phases SIA 31 à 33 selon SIA 103 :2020. Les phases 41 à 53 sont en option par phase. Le MO est libre d'activer la phase suivante à la fin de chaque phase.

## 2 Documents contractuels et ordre de priorité

Le contrat se compose des documents suivants :

1. Le présent contrat ;
2. L'offre du mandataire du \_\_\_\_\_ et ses annexes, validée le \_\_\_\_\_ ;
3. Les documents d'appel d'offres / La demande d'offre de la mandante avec le descriptif des prestations relatives au projet ;
4. Les conditions contractuelles générales de la SIA, édition 2020 (art. 1 des règlements SIA concernant les prestations et les honoraires).
5. Les règlements SIA spécialisés suivants :
  - ☐ SIA 102 – règlement concernant les prestations et honoraires des architectes
  - ☒ SIA 103 – règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils
  - ☐ SIA 108 – règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs spécialisés dans les domaines des installations du bâtiment, de la mécanique et de l'électrotechnique
6. Les normes légales applicables au mandat à réaliser, dont notamment :
  - a. Normes SIA
  - b. Normes VSS
  - c. Règlementations RTE
  - d. Disposition d'exécution de l'ordonnance sur les chemins de fer DE-OCF, Office Fédéral des Transports OFT, 1<sup>er</sup> novembre 2020

En cas de divergences entre les documents du contrat, l'ordre de priorité précité fait foi. En cas de divergences dans les documents réunis dans un des documents du contrat énumérés ci-dessus, le document plus récent prime le document plus ancien.

## 3 Prestations du mandataire

### 3.1 Prestations à réaliser

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir art. 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat.

### 3.2 Phases partielles à réaliser

Les prestations du mandataire couvrent les phases partielles suivantes (selon l'art. 4 du règlement SIA 103) :

- ☒ Avant-projet (phase 31)
- ☒ Projet de l'ouvrage (phase 32)
- ☒ Procédure de demande d'autorisation (phase 33)

Le passage à la phase partielle suivante est soumise à **l'autorisation écrite du chef de projet de la mandante nommé dans le présent contrat**. La mandante se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. La question de l'indemnisation est réglée à l'art. 15.3

### 3.3 Phases partielles à réaliser en option

Les prestations des phases partielles suivantes (selon l'art. 4 du règlement SIA 103) constituent des options que la mandante est libre d'activer. Chaque phase peut être activée à la fin de la phase précédente.

- ☒ Appel d'offres, comparaisons des offres, propositions d'adjudication (phase 41)
- ☒ Projet d'exécution (phase 51)
- ☒ Exécution de l'ouvrage (phase 52)
- ☒ Mise en service, achèvement (phase 53)

Le passage à la phase partielle suivante est soumise à **l'autorisation écrite du chef de projet de la mandante nommé dans le présent contrat**. La mandante se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. La question de l'indemnisation est réglée à l'art. 15.3.

## 4 Rémunération

### 4.1 Type d'honoraires

Le type d'honoraire suivant est applicable pour le présent contrat :

- ☒ **d'après le temps employé effectif plafonné par phase**
- ☒ Sont valables les tarifs horaires indiqués dans l'offre du mandataire selon l'art. 2
- ☐ Sont valables les tarifs horaires suivants :
- |          |     |
|----------|-----|
| Cat. A : | CHF |
| Cat. B : | CHF |
| Cat. C : | CHF |
| Cat. D : | CHF |
| Cat. E : | CHF |
| Cat. F : | CHF |
| Autres : | CHF |

Cette rémunération constitue un plafond des coûts par phase.

En cas de surcoûts ou de dépassements des coûts imputables à une faute du mandataire, la mandante se réserve le droit de réduire les honoraires. Le droit du mandant à des dommages-intérêts reste réservé.

Tout dépassement, ou prévision de dépassement, des honoraires estimés de l'une des phases mentionnées ci-dessous devra être annoncé sans délai au chef de projet de la mandante et sera accompagné d'une note explicative avec, si nécessaire, une proposition d'offre complémentaire. Un dépassement de budget d'une phase, non annoncé par le mandataire au chef de projet de la mandante, avant la fin de la phase considérée, ne sera pas assumé par cette dernière.

### 4.2 Montant des honoraires

Le montant des honoraires est le suivant :

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

**Comme plafond des coûts**

Les honoraires sont plafonnés par phase partielle dont les montants sont indiqués ci-après.

➤ **Phases 31**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

➤ **Phase 32+33**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

➤ **Phase 41**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

➤ **Phase 51**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

➤ **Phase 52**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

➤ **Phase 53**

Rémunération brute	CHF	
Frais accessoires (...%)	CHF	
Total honoraires (y.c. frais acc.)	CHF	-
Rabais (%)	CHF	
<b>Rémunération nette</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>
TVA au de 7.7%	CHF	-
<b>Rémunération totale (TVA comprise)</b>	<b>CHF</b>	<b>-</b>

Comme plafond des coûts

### 4.3 Frais accessoires

Le mode d'indemnisation des frais accessoires est le suivant :

- ☒ Les frais accessoires sont compris dans le montant de la rémunération convenue à l'art. 4.2.
- ☐ Les frais accessoires sont arrêtés à CHF .
- ☐ En pour-cent de la rémunération (      %)

Sont compris dans les frais accessoires: frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier.

### 4.4 Frais de reproduction

Par frais de reproduction, on entend notamment les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par la mandante.

- ☐ Les frais de reproduction sont compris dans les frais accessoires selon l'art. 0.
- ☒ Les frais de reproduction sont facturés au prix coûtant sur la base du tarif suivant :



Reprographie		Prix unitaire [CHF]
page A4 n/b	p	
page A4 couleur	p	
page A3 n/b	p	
page A3 couleur	p	
traceur couleur	m2	
frais d'envoi		selon tarifs postaux
frais d'emballage, de production, reliure, etc.		inclus dans les tarifs par page

#### 4.5 Variation des prix

- ☒ Aucune adaptation au renchérissement.
- ☐ Les honoraires feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant:

#### 4.6 Degré de précision des informations relatives aux coûts

Lorsqu'il donne des indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant : selon l'art. 4 du règlement SIA 103:2020.

### 5 Modalités financières

#### 5.1 Conditions de paiement

Les paiements sont effectués :

- ☒ selon une facturation périodique établie par le mandataire.
- ☐ selon l'échéancier en annexe. Les paiements sont effectués à la date convenue.

Le paiement des honoraires pour la direction, l'organisation et la surveillance de l'élimination des défauts est exigible à l'échéance du délai de garantie (délai de réclamation) selon la norme SIA 118, si le mandataire en a accompli les prestations.

#### 5.2 Facturation

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante :

**Transports publics fribourgeois  
Infrastructure (TPF INFRA) SA  
Route du Vieux-Canal 6  
1762 Givisiez**

Chaque facture comportera **impérativement** les indications requises dans le document intitulé « commande contrat » qui est annexé au présent contrat.

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les prestations effectuées sont facturées sur base d'un relevé des heures accomplies. Pour chaque bloc d'heures facturé figurera le nom de l'employé et un bref descriptif du travail effectué. Chaque bloc d'heures n'excédera pas une durée d'un jour de travail.

Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour rectification.

### 5.3 Délai de paiement

L'échéance des factures court dès le lendemain de leur réception à l'adresse indiquée (sous réserve d'objection de la part de la mandante et du délai de vérification pour le décompte final).

La mandante honore les montants échus dans un délai de 60 jours.

## 6 Prestations supplémentaires

Les prestations supplémentaires non-comprises dans l'offre de base feront l'objet d'une offre complémentaire du mandataire. L'exécution de prestations supplémentaires est conditionnée à la validation formelle par écrit de l'offre par la mandante.

Les prestations supplémentaires réalisées par le mandataire sans validation formelle de la mandante ne seront pas prises en charge par cette dernière.

Les prestations supplémentaires non comprises dans cette offre seront facturées :

☒ sur la base des tarifs définis à l'art. 4.1

☐ au tarif horaire suivant :

## 7 Délais et échéances

Les délais et échéances suivants sont à respecter :

Avril 2022	Rendu de l'étude d'avant-projet pour contrôle par les TPF
Février 2023	Rendu du dossier PAP pour contrôle par les TPF
Juillet 2023	Appels d'offres et projet d'exécution (pour la totalité des travaux)
Automne 2024	Début des travaux préparatoires
Janvier – décembre 2025	Travaux (interruption du trafic fer. indicative de 8 semaines)
Décembre 2025	Mise en service de la gare le premier week-end de déc. 2025

## **8 Décompte et documentation**

### **8.1 Remise de la documentation finale**

La mandataire transmet l'intégralité de la documentation finale dans les 60 jours suivant la réalisation des prestations de l'entreprise.

### **8.2 Remise du décompte final**

La mandataire transmet un décompte final à la mandante au plus tard 60 jours après la remise de la documentation finale selon le point 8.1 et la vérification de cette dernière.

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. A moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013) respectivement après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

### **8.3 Documents relatifs aux résultats des travaux**

A chaque étape de l'exécution du contrat, les TPF sont autorisés à se faire remettre, en deux exemplaires en papier (sauf pour le dossier PAP, 8 exemplaires en papier sont exigés), l'intégralité des documents relatifs aux résultats des travaux. Ces documents doivent être rédigés dans la langue du contrat et transmis tant sous forme papier que sur support électronique avec les données originales aux formats suivants :

- Plans : tirage papier / dwg / pdf
- Photos : jpg
- Textes : Word
- Plannings : MS Project

## **9 Pouvoir de représentation**

Le mandataire représente la mandante auprès des entreprises et des Autorités. Il doit cependant recueillir, au préalable, de la mandante, son consentement pour toutes les instructions ou autres interventions.

En cas de doute, le mandataire doit requérir les instructions de la mandante pour toute mesure ayant une portée juridique et pour toute disposition relative aux délais, à la qualité ou aux aspects financiers.

Il ne peut prendre aucun engagement financier à charge de la mandante sans son accord préalable.

Toutefois, dans les cas urgents, le mandataire est autorisé et tenu de prendre ou d'ordonner toutes mesures propres à prévenir dommages et dangers, même sans l'accord de la mandante.

Toutes les décisions des autorités doivent être immédiatement portées à la connaissance de la mandante, afin que demeure garantie sa possibilité de recourir en droit.

## 10 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera à la mandante, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes.

### 10.1 Assurance de base

<input checked="" type="checkbox"/>	Dommages corporels et matériels	CHF	10'000'000	par sinistre / garantie unique (CHF millions min.)
-------------------------------------	---------------------------------	-----	------------	---

### 10.2 Assurances complémentaires

<input checked="" type="checkbox"/>	Dommages à l'ouvrage	CHF	10'000'000	par sinistre / garantie unique (CHF millions min.)
<input type="checkbox"/>	Dommages purement économique	CHF		par sinistre / garantie unique (CHF millions min.)
<input type="checkbox"/>	Dommages aux installations	CHF		par sinistre / garantie unique (CHF millions min.)
<input type="checkbox"/>		CHF		par sinistre / garantie unique (CHF millions min.)

Compagnie d'assurances : °°°°

Numéro de police : °°°°

## 11 Confidentialité

La mandante et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Sont réservées les obligations légales d'information.

## 12 Personnes de contact

Les personnes de contact pour toutes les questions liées à la présente relation contractuelle sont les suivantes :

#### Personne de contact auprès de la mandante

**Horner Julien**

Courriel : julien.horner@tpf.ch

Téléphone direct : +41 26 351 02 67

#### Personne de contact auprès du mandataire

Nom prénom

Courriel :

Téléphone direct :

## **13 Personnes-clés**

Sauf circonstances particulières (maladie, décès ou résiliation du contrat de travail), les personnes-clés impliqués en tant que chefs de projet ne peuvent être remplacés sans l'approbation de la mandante. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne d'un niveau de compétence équivalent.

## **14 Mesures de sécurité et protection sur les chantiers**

### **14.1 Généralités**

Le mandataire observe toutes les prescriptions de sécurité à respecter sur un chantier et se conforme aux directives des TPF. Pour les travaux sur et à côté des voies et des installations électriques, le mandataire observe strictement toutes les règles de sécurité qui le concernent ainsi que les directives correspondantes des services spécialisés qui lui sont communiquées par la direction de la sécurité ou le chef de projet. Il oblige également ses sous-traitants et fournisseurs à s'y conformer.

### **14.2 Sécurité de l'exploitation et protection des trains en cas de travaux dans le domaine des voies et des installations électriques**

Il importe d'organiser et d'exécuter les travaux de manière à ce que les trains puissent circuler en toute sécurité aux vitesses autorisées. Le mandataire ou son représentant doit, en particulier, laisser le profil d'espace libre dégagé et, en cas de travaux de fouilles, veiller à la stabilité de la voie attenante. Il convient de choisir des machines, des processus et des méthodes de constructions adéquats et conformes aux prescriptions des TPF spécifiques aux projets afin d'exclure toute situation compromettant la sécurité de l'exploitation. Pour ce faire, les documents relatifs aux préparatifs des travaux doivent être remis à la direction du projet TPF au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent être convenus avec la direction du projet TPF.

### **14.3 Protection du personnel**

Les différentes phases des travaux ne peuvent commencer que lorsque la direction de la sécurité a défini un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et a instruit les responsables de la sécurité. Par la signature des dispositifs, le mandataire ou son représentant et son responsable du chantier déclarent que ces derniers ainsi que les directives correspondantes ont été comprises et qu'ils ont reçu les instructions nécessaires.

## **15 Dérogations aux conditions générales de la SIA**

Les articles suivants dérogent ou complètent les conditions générales contractuelles de la SIA.

### **15.1 Recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat**

Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation écrite préalable de la mandante.

Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par la mandante, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier.

L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.

## 15.2 Droits d'auteur

Le droit d'auteur appartient au mandataire.

La mandante dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si la mandante fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par la mandante. En cas de contestation des honoraires, la mandante doit les consigner ou fournir des sûretés.

Si les circonstances le justifient, la mandante est autorisée à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable à la mandante.

## 15.3 Fin anticipée du contrat

L'art. 377 CO ne s'applique pas.

Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord de la mandante ou en dehors des cas réservés à l'art. 13.

Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.

Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (mais en aucun cas du manque à gagner) sans lui verser de supplément.

Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.

En outre, la résiliation du contrat par la mandante n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:

- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
- lorsque des autorisations font défaut;
- lorsque la mandante n'autorise pas l'exécution de certaines phases;
- lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord de la mandante conformément à l'art. 13.

## 16 Accords spéciaux

Néant.

## 17 Dispositions finales

### 17.1 Cession

Sans l'accord préalable de l'autre partie, aucune partie ne peut céder à des tiers - sauf à des sociétés du groupe TPF - en totalité ou en partie, les droits et/ou les obligations du présent contrat.

### 17.2 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou les compléments au contrat doivent revêtir la forme écrite.

### **17.3 Autonomie des dispositions du contrat**

La nullité ou l'annulabilité d'une ou de plusieurs disposition(s) de ce contrat n'abroge pas la validité de ce dernier. Les parties du contrat s'engagent dans ce cas à remplacer la disposition non valable ou annulable par un autre accord valable et applicable dont le contenu juridique et économique sera le plus proche possible des dispositions nulles ou annulables. Cette réglementation est également applicable par analogie pour compléter les lacunes du contrat.

### **17.4 Droit applicable et for**

Le présent contrat est exclusivement régi par le droit suisse.

Dans le cas où l'interprétation ou l'exécution du présent contrat ne pouvait être réglée à l'amiable, les parties font élection de for en Ville de Fribourg où elles reconnaissent la compétence exclusive des autorités de ce lieu, la langue étant le français.

## 18 Exemplaires et signatures

Etabli en deux exemplaires signés. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Givisiez, le

Transports publics fribourgeois  
Infrastructure (TPF INFRA) SA

S. Collaud  
Administrateur  
président

O. Jolissaint  
Administrateur

, le

Nom du bureau

[P. Nom]  
[Fonction du signataire]

[P. Nom]  
[Fonction du signataire]